



NOTE D'ATTAC FRANCE | JUIN 2026

CONTRE LES MARCHANDS DE GUERRE ET LEUR MONDE

Comment l'industrie de l'armement profite du climat de guerre :
influence politique et profits records



Note d'Attac France - Juin 2026 | Influence politique et profits records

CONTRE LES MARCHANDS DE GUERRE ET LEUR MONDE

Introduction

Les conflits en Ukraine et Palestine, puis au Liban et en Iran, ont brutalement remis la guerre au centre des agendas des pays occidentaux. Dans ce contexte, les appels au réarmement se multiplient. Les pays européens, et la France en particulier, annoncent mettre en œuvre une véritable économie de guerre : on assiste à une augmentation vertigineuse des dépenses militaires, au plus grand bénéfice des industriels de l'armement qui accumulent les profits et ont redoublé leurs dépenses de lobbying pour entretenir ce climat de guerre mortifère.

Cette fuite en avant militariste contribue à une brutalisation des rapports sociaux, banalise la violence étatique et les états d'exception. Elle va de pair avec une politique d'austérité radicale pour les services publics, les budgets sociaux et écologiques et bloque toute politique climatique ambitieuse au niveau international.

La course aux armements favorise l'autoritarisme et les valeurs de l'extrême droite : virilisme et loi du plus fort. Les prérogatives des armées s'étendent et on assiste à une militarisation de la vie publique : réflexions sur le retour du service militaire dans différents pays européens, partenariats entre l'armée et la recherche, tels que celui noué entre le CNRS et le ministère des Armées¹, voire limitation de la liberté de recherche²... Les solutions telles que la prévention des conflits ou la désescalade n'ont plus de place dans le débat.

L'industrie de l'armement joue un rôle central dans cette surenchère guerrière. Non seulement elle en bénéficie directement, mais elle contribue à l'impulser. Cette note dénonce l'influence et les profits indécentes des marchands de guerre.

Comme nous le rappelions avec le réseau Stop ReArm Europe dans un appel publié en mars 2026³, « *l'Histoire est sans équivoque : les courses aux armements ne mènent pas à la paix, elles créent les conditions propices à la prochaine guerre. La logique de dissuasion n'a jamais empêché l'escalade* ». Nous devons nous opposer aux tambours de guerre pour mieux investir dans les droits humains et la paix, la justice sociale et climatique, la diplomatie et la solidarité mondiale pour une véritable sécurité à long terme.

Un monde en guerres

Les conflits récents ne doivent pas occulter la permanence, la multiplicité et l'intensité d'autres conflits armés, du Soudan à la Birmanie en passant par le Yémen ou la République Démocratique du Congo. Les conflits entre États ou entre groupes organisés ne cessent de se multiplier, auxquels il faut ajouter l'usage de la force armée par des gouvernements contre des civils mais aussi les guerres « transversales » déclarées au terrorisme, au narcotrafic...

En 2024, l'UCDP (Uppsala Conflict Data Program) a enregistré le nombre le plus élevé de conflits interétatiques depuis 1946⁴. L'année 2024 se classe au quatrième rang des années les plus violentes depuis 1989 (après 2021, 2022 et 2023). Et cela continue de s'accélérer, avec l'offensive déclenchée par l'administration Trump et le gouvernement Netanyahu contre l'Iran. Ces conflits frappent cruellement les populations, faisant des dizaines de milliers de morts et des millions de personnes déplacées.



1. DES MILLIARDS POUR LA COURSE À L'ARMEMENT

Des appels au réarmement en Europe et en France

Les pays de l'Union Européenne se préparent activement à des scénarios de guerre, basés notamment sur la prévision d'une attaque russe contre les pays de l'OTAN d'ici 2029. La confrontation militaire est désormais présentée comme inévitable. L'Europe devrait avoir des armes et des armées puissantes pour devenir « apte à la guerre » et dissuader l'ennemi potentiel. Des sommes astronomiques sont mobilisées pour l'industrie de l'armement, ce qui semblait encore inimaginable il y a quelques années.

En France, quelques mois après le déclenchement de la guerre en Ukraine, Emmanuel Macron appelait au renforcement de l'industrie de défense pour permettre à la France d'entrer « dans une économie de guerre »⁵. « À l'heure des prédateurs, nous devons être forts pour être craints » ajoutait-il quelques mois plus tard sur une base militaire près d'Abou Dhabi, annonçant la construction d'un nouveau porte-avions. Le 6 septembre 2022, le ministère des Armées se mettait « en ordre de marche » avec les industriels de défense, en présence du chef d'État-major des Armées, du délégué général pour l'armement et du Secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale.

Lors de son discours sur la dissuasion nucléaire, tenu à l'Île Longue le 2 mars 2026, Emmanuel Macron actait par ailleurs la participation de la France à la course aux armements nucléaires : « La France sera forte d'un feu nucléaire modernisé, puissant, souverain et adapté à nos menaces »⁶.

Les médias nourrissent cette ambiance martiale. Selon une enquête de Reporters sans frontières⁷, la thématique « réarmement et enjeux militaires » est la deuxième traitée sur LCI (16,8%), la troisième sur BFM-TV (10,3%) et France info (12,2%), la cinquième sur CNews (7,1%). Les généraux à la retraite défilent sur les plateaux pour analyser l'actualité. Comme le résumait le site de critique des médias Acrimed en 2023 : « "Économie de guerre", appels au "réarmement", omniprésence des képis médiatiques et de leur lexique militaire, fascination pour l'ordre et la violence : la presse au garde-à-vous semble s'être donné pour mission de nous accoutumer à l'idée de guerre »⁸.

Des niveaux records de dépenses militaires au niveau mondial

La course mondiale à l'armement donne la priorité politique et budgétaire aux dépenses militaires. Depuis 2001, celles-ci sont en augmentation. Cette croissance s'est accélérée depuis 2019 et a connu un bond sans précédent suite à l'offensive russe contre l'Ukraine en 2022 :

- ➡ les États-Unis ont approuvé un budget militaire de 840 milliards de dollars (USD) pour 2023 ;
- ➡ le Canada prévoit une augmentation de 8 milliards USD sur cinq ans ;
- ➡ le Japon et l'Australie augmentent également leurs dépenses militaires, respectivement en réponse à la Russie et à la Chine ;
- ➡ la Russie a vu son budget militaire passer de 65,9 milliards USD en 2021 à 83,5 milliards USD en 2023 ;
- ➡ la Chine a annoncé une augmentation de 7,1 % de ses dépenses militaires en mars 2022.

En 2025 **les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 887 milliards de dollars** (2460 milliards d'euros), marquant ainsi la onzième année consécutive de croissance.

En Europe : 800 milliards pour l'industrie de l'armement

À l'échelle de l'Union européenne (UE), la Commission a présenté en mars 2025 un vaste programme visant à renforcer les capacités militaires des États membres : « *ReArm Europe* ». Les dispositifs de ce programme prévoient la mobilisation de 800 milliards d'euros pour l'industrie de l'armement, une somme astronomique et préoccupante.

La Commission européenne accentue également la pression sur les États membres – y compris ceux qui ne sont pas membres de l'OTAN – pour qu'ils augmentent massivement leurs dépenses de défense. Le Conseil européen a accéléré ce programme de défense qui prévoit une augmentation des dépenses militaires à hauteur de 650 milliards d'euros, les 150 milliards d'euros restants provenant d'un nouveau programme d'emprunts multinational, « *Action pour la sécurité en Europe* »⁹, dont les recettes seront réinvesties par la Commission dans des prêts de défense aux États membres.

Depuis 2021, les dépenses militaires cumulées des 27 États membres de l'UE ont déjà augmenté de 31 %, pour atteindre 336 milliards d'euros en 2024. Les investissements européens ont encore augmenté de 14 % en 2025, pour atteindre 739 milliards d'euros¹⁰. Dans un article publié en août 2025¹¹, le Financial Times annonçait par ailleurs que les fabricants d'armes européens augmentent leurs capacités à un rythme trois fois supérieur à la normale. Cette expansion est sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. À titre d'exemple, sept millions de mètres carrés de nouveaux développements industriels sont prévus dans 150 installations réparties entre 37 entreprises fabriquant des munitions et des missiles.

Des facilités budgétaires pour le réarmement

L'initiative « *ReArm Europe* », rebaptisée « *Readiness 2030* » pour refléter une approche plus large, comprend cinq éléments clés :

- 1. Flexibilité budgétaire** : suspendre les règles budgétaires de l'UE pour permettre aux États membres d'augmenter leurs dépenses de défense, permettant de débloquer potentiellement 650 milliards d'euros sur quatre ans ;
- 2. Prêts de défense** : proposer 150 milliards d'euros de prêts pour des projets de défense communs, tels que des systèmes de défense aérienne et antimissile ;
- 3. Réorientation budgétaire** : réorienter les fonds européens vers les investissements dans la défense ;
- 4. Banque européenne d'investissement** : lever les restrictions de prêt de la BEI pour soutenir les entreprises de défense ;
- 5. Union d'épargne** : créer un mécanisme de mobilisation de capitaux privés pour la défense, stimulant ainsi l'investissement dans le secteur.

Pour permettre la hausse des dépenses d'armement, l'UE est donc prête à bouleverser ses propres règles budgétaires. Ursula von der Leyen déclarait ainsi en mars 2025 à propos du premier volet du plan *ReArm Europe* : « *Les États membres sont prêts à investir davantage dans leur propre sécurité s'ils disposent d'une marge de manœuvre budgétaire. Et nous devons les mettre en mesure de le faire. C'est pourquoi nous allons proposer prochainement d'activer la clause dérogatoire nationale du pacte de stabilité et de croissance. Cela permettra aux États membres d'augmenter sensiblement leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure de déficit excessif. Par exemple, si les États membres augmentaient leurs dépenses de défense à hauteur de 1,5 % du PIB en moyenne, cela permettrait de créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur quatre ans* »¹².



En France, le budget militaire est le seul à augmenter

Le budget de la défense est le deuxième poste de dépenses de l'État. La loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 prévoit de consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans¹³. Les 118 milliards d'euros supplémentaires représentent une hausse de 40 % par rapport à la LPM précédente. Cet effort conséquent permet de maintenir l'objectif de porter l'effort national de défense à 2% du PIB durant cette LPM, mais l'objectif est d'atteindre une part de 5% en 2035.

Comme le soulignait l'Humanité dans un article de décembre 2025¹⁴ : « *Les moyens alloués au ministère des Armées connaissent en France une montée en puissance vertigineuse. De 47 milliards d'euros en 2024, ils devraient atteindre 68,9 milliards en 2030, soit une hausse de 47 % [...] Voir plus encore, puisque la LPM pourrait être actualisée en début d'année prochaine. Le projet de budget 2026 prévoit d'ailleurs une augmentation des fonds de défense de 6,7 milliards d'euros par rapport à 2025, soit 3,5 milliards de plus que ce qui était prévu dans l'actuelle LPM, déjà dépassée* ».

Le budget militaire français a doublé en dix ans et est le seul à augmenter encore en 2026, alors que c'est l'austérité pour l'éducation ou la santé. Pour mettre en place une capacité étatique et industrielle capable de répondre aux enjeux de l'économie de guerre, pour « *produire plus et plus vite* », les élu-es sont prêts à sacrifier d'autres dépenses pourtant essentielles comme en témoignent les débats récents au Sénat sur la LPM¹⁵.

Les objectifs de la loi de programmation militaire 2024 - 2030¹⁶

- ➡ Renforcer notre souveraineté dans les Outre-mer ;
- ➡ réussir les sauts technologiques : premières unités robotisées, essais de drones, ordinateurs quantiques, intelligence artificielle ;
- ➡ accroître les forces morales : conduire une politique de défense qui va au-delà des forces armées et qui implique la société civile dans la protection du pays ;
- ➡ rester dans le peloton de tête des services de renseignement : terrorisme, pillage économique, contestation entre puissances, stratégies hybrides ... ;
- ➡ garantir la crédibilité de notre dissuasion : le spectre du nucléaire resurgit. Si la doctrine de dissuasion française reste inchangée, les systèmes d'armes qui assurent son fonctionnement doivent, eux, rester crédibles ;
- ➡ maîtriser les nouveaux espaces de conflictualité : l'espace, le cyberspace et les fonds marins. Six milliards d'euros seront ainsi dédiés au renouvellement et au renforcement des capacités spatiales des armées. Le budget consacré au cyberspace sera quant à lui multiplié par trois par rapport à la précédente LPM. Et les capacités de surveillance et d'action de la Marine nationale seront élargies dans les espaces inexplorés allant pour certains jusqu'à 6 000 mètres de profondeur.

2. UNE POLITIQUE SUR MESURE POUR L'INDUSTRIE MILITAIRE

La course à l'armement à laquelle on assiste dans le monde entier, et en particulier en Europe et en France, ne résulte pas seulement d'un contexte marqué par la multiplication des conflits. C'est aussi la conséquence de l'influence de l'industrie de l'armement, qui a considérablement accru ses dépenses de lobbying pour entretenir ce climat de guerre mortifère.

Une très grande proximité entre lobbies de l'armement et décideurs politiques européens

En novembre 2025, Attac Autriche a publié une analyse des activités de lobbying des entreprises d'armement au niveau européen, intitulée « *Les groupes d'armement et le profit tiré de la guerre : analyse de l'influence systématique de l'industrie de l'armement sur la politique européenne de défense* ». Les résultats sont édifiants : « *Le registre des lobbyistes de l'UE montre clairement l'intensité des contacts entre les responsables politiques de l'UE et le lobby de l'armement. [...] La fréquence des entretiens avec la Commission européenne et les parlementaires a considérablement augmenté* »¹⁷.

Quelques chiffres résument l'ampleur de l'influence de l'industrie de l'armement auprès des instances européennes :

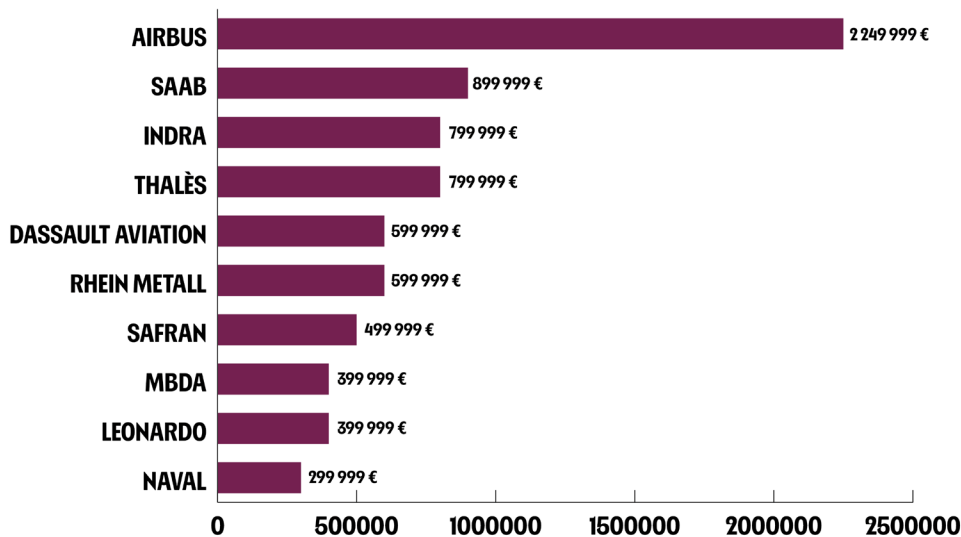
- ➡ De 2019 à 2024, 365 réunions ont eu lieu entre la Commission européenne et des représentant·es de l'industrie de l'armement ;
- ➡ De janvier à octobre 2025, la Commission européenne a rencontré 89 fois des lobbyistes de l'armement – un nouveau record ;
- ➡ Sur la même période, 86% des rencontres de la Commission sur le thème de la politique de sécurité et de défense ont eu lieu avec le lobby de l'armement, contre 14% seulement pour les réunions avec des syndicats, ONG ou chercheur·es ;
- ➡ En un an, les député·es européen·nes ont eu 197 réunions avec le lobby de l'armement (contre seulement 78 réunions au cours des cinq années précédentes)¹⁸.

Des dépenses de lobbying en hausse pour garantir cet accès privilégié aux décideurs

La multiplication de ces rencontres avec les dirigeants européens se double d'une augmentation des dépenses de lobbying des industries d'armement. Toujours selon l'enquête d'Attac Autriche : « *Les dix entreprises ayant consacré le plus de fonds au lobbying ont investi au total plus de sept millions d'euros dans la défense de leurs intérêts en 2024 – une hausse continue par rapport aux années précédentes* ».

Parmi ces entreprises, « *Rheinmetall et Leonardo S.p.A. maintiennent leurs budgets de lobbying à un niveau élevé et constant, tandis que d'autres, comme Airbus, ont même considérablement augmenté leurs dépenses* ». Cet intense lobbying a des effets immédiats : « *Airbus a récemment annoncé le doublement de la production de l'avion de combat Eurofighter. Rheinmetall développe massivement sa production et ses secteurs d'activité, construit de nouveaux sites de production et enregistre des bénéfiques records* »¹⁹.

Dépenses liées aux activités de lobbying en 2024 **TOP 10**



Source : données issues du registre de transparence de l'UE, Attac ©.

Là encore plusieurs chiffres témoignent du caractère massif des dépenses d'influence de l'industrie de l'armement :

- ➡ les budgets de lobbying des plus grands groupes d'armement ont augmenté de 40 % entre 2022 et 2023, pour atteindre le niveau record de 7,2 millions d'euros en 2024 ;
- ➡ de nombreuses entreprises du secteur ont embauché du personnel supplémentaire pour les activités de lobbying auprès des institutions européennes²⁰ ;
- ➡ l'équipe de lobbyistes enregistrée pour le groupe français Thales est passée de 4 à 10 personnes.

Le lobbying contre la démocratie

L'augmentation massive des moyens consacrés au lobbying de l'armement est un levier pour faire primer les intérêts industriels et économiques dans la définition des politiques et stratégies européennes, sans aucune transparence ni légitimité démocratique (sans même parler de la dépendance économique à un secteur mortifère). Les rencontres régulières, parfois hebdomadaires, des lobbyistes de l'armement avec les décideurs politiques témoignent non seulement d'une vaste campagne pour accéder aux investissements et marchés publics, mais aussi d'une influence bien réelle pour fixer (ou affaiblir) les règles.

Au nom de l'urgence et de la prétendue nécessité de renforcer la « capacité de défense européenne », des procédures démocratiques sont restreintes ou supprimées. Les milliards d'euros des programmes de réarmement sont de plus en plus souvent adoptés sans contrôle parlementaire. L'article 122 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne permet au Conseil européen de prendre des décisions sans impliquer le Parlement européen.

Comme l'explique Attac Autriche : « En s'impliquant très tôt dans les processus décisionnels politiques, l'industrie peut exercer une influence déterminante sur le choix des technologies à soutenir, des objectifs d'approvisionnement à fixer et des stratégies de sécurité à mettre en œuvre. [...] Lorsque les intérêts économiques prennent le pas sur les principes démocratiques et d'intérêt général, on risque une perte insidieuse du contrôle démocratique – et la militarisation devient la nouvelle norme politique »²¹.

La discrétion et le secret qui entourent le fait militaire se doublent de manœuvres pour obtenir des fonds européens. Plusieurs programmes européens financent l'industrie militaire européenne : Security Action for Europe (SAFE), Fonds européen de défense (EDF), Act in Support of Ammunition Production (ASAP) ainsi que le Programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP).

Ces programmes se développent à une vitesse fulgurante, court-circuitant les mécanismes de transparence et de contrôle ou le débat public. L'industrie militaire les exploite pour façonner subventions, règles d'attribution des marchés publics, objectifs d'approvisionnement dans le sens de ses intérêts... Du fait de l'absence de règles de publicisation des bénéficiaires, il est difficile de savoir quelles entreprises reçoivent des fonds publics et sur quelle base.

Le secteur sait s'appuyer sur la complicité des gouvernements ou utiliser les comités d'experts pour contourner les règles de transparence habituelles. Tout cela crée une forte inégalité face aux processus de décision, la société civile ne disposant pas de tels leviers.

Quand les dépenses militaires deviennent... des investissements durables

Une enquête menée par Taz et LobbyControl²² a documenté en 2024 comment, à l'instar de l'industrie nucléaire, l'industrie de l'armement a œuvré pour que des investissements dans le secteur de la défense et de la sécurité soient classés comme « *investissements durables* » dans la taxonomie européenne, car garantissant la paix - et donc la durabilité...

Ce raisonnement abracadabrant a été repris par la Commission européenne dans deux de ses principaux documents stratégiques, certaines formulations de la Stratégie industrielle pour le secteur de la défense collant même mot pour mot aux positions de l'Association fédérale de l'industrie allemande de la sécurité et de la défense (BDSV). Jusqu'ici cette classification a pu être évitée, mais de nombreuses banques et fonds ont déjà intégré des entreprises d'armement dans des produits financiers dits « *durables* », ce qui a eu pour conséquence un afflux encore plus rapide de capitaux vers le secteur.

L'offensive de dérégulation

Avec l'appui des conservateurs et de l'extrême-droite, l'industrie européenne mène aujourd'hui une vaste offensive de dérégulation. Sous couvert de simplification et d'efficacité, l'objectif est en réalité d'affaiblir les protections existantes dans de nombreux secteurs au profit de la compétitivité. Le secteur de la défense n'est pas en reste.

Le cas de l'Omnibus défense

En juin 2025, la Commission européenne a présenté un nouveau paquet de mesures juridiques et réglementaires²³ (« *Omnibus V - Simplifier la réglementation de l'UE en matière de défense* ») pour soutenir l'industrie de la défense en Europe. Dans le prolongement de Readiness 2030, les objectifs sont d'accélérer la production de matériel militaire, de « *lever les freins* » à l'expansion du secteur, de faciliter les investissements et de canaliser rapidement des capitaux vers l'industrie de l'armement.

Il s'agit également d'assouplir les règles relatives aux subventions de l'UE destinées au secteur militaire, aux marchés publics de défense et à la production, ce qui permet aux acteurs de l'industrie militaire d'accéder plus facilement aux fonds publics et d'être exemptés du respect des réglementations environnementales. Selon la Commission, « la valeur financière totale estimée des avantages se situe entre 42,5 et 51,3 milliards d'euros pour les onze prochaines années (2026-2036)²⁴ », et pour cela elle est prête à sacrifier les règles démocratiques, les droits humains ou l'environnement.

Alors que les négociations sur ce paquet Omnibus sont désormais bien avancées, nous dénonçons en mai 2026 le risque d'affaiblissement du contrôle des exportations d'armes dans une lettre ouverte adressée aux dirigeant·es européen·nes²⁵.

Parmi les nombreux aspects préoccupants de cette proposition, on retrouve des caractéristiques communes aux différentes dérégulations en cours avec les paquets Omnibus :

- ➡ l'imposition ou l'extension de dérogations et exemptions ;
- ➡ des velléités d'entorses démocratiques ou institutionnelles : par exemple dans le cas présent des propositions visant à conférer des pouvoirs délégués à la Commission européenne en matière de transferts d'armes, alors qu'elle ne dispose d'aucune compétence en la matière en vertu des traités de l'UE ;
- ➡ l'usage à mauvais escient du terme de « simplification » pour faire adopter des mesures politiques majeures sous couvert d' « *ajustement technique* » : le projet de loi Omnibus sur la défense a par exemple déjà restreint la définition des armes controversées à quatre catégories d'armes interdites, permettant ainsi à la finance durable d'investir non seulement dans les armes nucléaires, mais aussi dans des technologies de rupture telles que les drones et les armes autonomes (contribuant potentiellement au développement d'armes autonomes létales) ;
- ➡ l'atteinte aux réglementations sociales et environnementales, avec ici des exemptions aux réglementations environnementales et chimiques européennes dans l'intérêt de la défense.

Bien sûr, là encore les associations, syndicats ou chercheur·ses sont largement ignorés dans les processus de consultation.

Les grands projets stratégiques : permis de polluer

Pour renforcer son autonomie stratégique et sortir de la dépendance vis-à-vis de la Chine pour les matières premières essentielles à la production, notamment militaire, l'Union européenne encourage la création de mines sur son territoire. Et pour cela, elle souhaite se débarrasser de nombreuses réglementations et assouplir des législations considérées par l'industrie comme des obstacles à la compétitivité.

Présenté en décembre 2025, le plan d'action RESourceEU prévoit de « promouvoir les projets dans le secteur des matières premières critiques en réduisant les risques liés aux investissements et en accélérant l'octroi de permis », et la mobilisation de 3 milliards d'euros en 2026 pour soutenir « *des projets concrets pouvant offrir d'autres sources d'approvisionnement à court terme* »²⁶.

Corporate Europe Observatory alerte dans un nouveau rapport²⁷ : « *Les projets ayant obtenu le statut de "projet stratégique" au titre de la loi européenne sur les matières premières critiques bénéficient déjà de procédures d'autorisation accélérées qui compromettent la protection de l'environnement et une participation réelle des populations. Pourtant, à la demande des industries minières et de la défense, la Commission a récemment présenté de nouvelles mesures visant à assouplir les législations en matière d'autorisation, d'eau et de produits chimiques afin d'encourager l'expansion de l'exploitation minière.* »

Mené de manière rapide et radicale, ce démantèlement massif des normes de protection sociale et écologique au profit des grandes entreprises est sans précédent. Ces choix politiques sont dans la droite ligne du virage opéré par la Commission Européenne actuelle, qui oriente de plus en plus sa politique en fonction des intérêts de l'industrie, sape les quelques avancées du Pacte vert et prend comme seule boussole la compétitivité et la déréglementation - au détriment des populations ou de l'environnement si nécessaire.

En France aussi cette dynamique est à l'œuvre

- ➡ la loi de simplification économique promulguée en mai 2026 vise à « *alléger certaines démarches administratives* », « *faciliter l'accès aux marchés publics* » et « *accélérer certains projets industriels, énergétiques et numériques* »²⁸ ;
- ➡ Emmanuel Macron a lancé 150 projets stratégiques en avril 2026²⁹, lors de la visite d'une mine de lithium dans l'Allier, qui bénéficieront d'une accélération des procédures et une réduction des délais de recours.



3. LE GRAND GAGNANT : L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Les carnets de commande sont pleins, la bourse au beau fixe

Grâce à l'augmentation mondiale des dépenses militaires, l'industrie de l'armement est en plein essor et s'est diversifiée dans des secteurs comme le contrôle des frontières et la gestion de l'immigration. L'Agence européenne de défense (AED) a indiqué en 2021 que « *l'augmentation mondiale des investissements dans la défense a le plus fortement bénéficié à l'acquisition de nouveaux équipements* » au cours des dernières années.

Rien qu'en 2022, 476 avions de chasse (parmi les plus gourmands en carburant), les F-35, ont été commandés – 24 pour la République tchèque, 35 pour l'Allemagne, 36 pour la Suisse, 6 de plus pour les Pays-Bas en plus des commandes précédentes, et 375 pour les États-Unis.

Les pays les plus riches ont représenté 64,6 % de la valeur totale des transferts internationaux d'armes sur la période 2013-2021. Selon le rapport 2026 du Sipri, La France est le deuxième plus grand fournisseur mondial d'armes majeures en 2021-25. Elle est responsable de 9,8 % des transferts d'armes dans le monde sur cette période.

Le nombre d'armes nucléaires disponibles à l'emploi est passé de 9 585 au début de 2024 à 9 614 au début de 2025³⁰. Cela équivaut à un peu plus de 146 500 bombes de celles qui ont détruit Hiroshima et tué 140 000 personnes en 1945. Tous les pays dotés d'armes nucléaires investissent actuellement dans la modernisation de leurs ogives nucléaires et/ou de leurs vecteurs (bombardiers, missiles et sous-marins³¹). En 2024, ils ont dépensé un total estimé à 100,2 milliards de dollars pour ces armes.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et en particulier après que l'Allemagne a annoncé une augmentation de 100 milliards d'euros pour renforcer ses capacités militaires sur un horizon de cinq ans à sept ans, les cours des actions des grandes entreprises d'armement se sont envolés.

Ainsi, le cours de l'action Rheinmetall est passé de 82 euros fin 2021 à 1 750 euros à l'automne 2025 – soit une multiplication par 21 de sa valeur.

En 2026, les carnets de commandes continuent de battre des records : 73 milliards d'euros de commandes pour Rheinmetall, près de 57 milliards pour Leonardo, 53 milliards pour Thales et encore 46,5 milliards pour Dassault Aviation³². Porté par la croissance de la division Défense du groupe, le chiffre d'affaires de Thales au 1er trimestre 2026 était de 5,3 milliards d'euros, encore en hausse par rapport à 2025.

Alors que les actionnaires en tirent profit, les populations des régions en guerre et en conflit en subissent les conséquences mortelles. D'autant que la destination et l'usage final des armes ne sont pas toujours maîtrisés : une enquête de Disclose³³ a par exemple révélé en 2022 que la France avait continué à livrer des équipements militaires de pointe à la Russie entre 2015 et 2020, malgré un embargo européen, armes qui peuvent être utilisées contre l'Ukraine.

Le soutien public à l'industrie de l'armement dans l'UE

Au niveau de l'UE, la défense relève des compétences des États-membres. La Commission européenne s'est donc saisie du dossier sous l'angle du marché intérieur et de la politique industrielle en développant le Fonds européen de défense (FED), le programme ASAP etc. L'accès à de nouveaux marchés et le renforcement de la compétitivité mondiale font partie des critères d'octroi des subventions aux entreprises, incitant donc à la croissance du secteur et à l'exportation d'armes.

Les données analysées par le Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT³⁴) montrent que ce sont les grands groupes qui bénéficient le plus du Fonds de défense de l'UE et du Fonds pour les munitions (ASAP) :

- ➡ Les géants de l'armement Leonardo, Thales et Airbus captent près d'un quart des fonds du FED ;
- ➡ Le FED favorise les positions dominantes de ces grands groupes, ainsi que d'autres comme Saab, Dassault Aviation et Safran dans le complexe militaro-industriel européen ;
- ➡ Sur 27 bénéficiaires du programme ASAP, Rheinmetall (le plus grand fabricant européen de munitions) perçoit 20 % des fonds.

Cette politique en faveur des grands groupes se double d'un manque de contrôle et de transparence. Ainsi, un rapport du Centre Delàs d'Estudis per la Pau et d'ENAAT souligne l'utilisation opaque des fonds publics pour les projets bénéficiant de la première phase de financement du Fonds européen de défense³⁵.

L'industrie des armes et l'État main dans la main en France

Au cœur de la politique de soutien public de l'industrie des armes, on trouve le « *complexe militaro-industriel* », c'est-à-dire l'ensemble constitué par l'industrie de l'armement, les forces armées, les décideurs politiques et le jeu de relations complexes (porosité, chaises tournantes, lobbying) entre ces trois pôles destinées à influencer les choix publics. Il prend des formes variées selon les pays. En France depuis l'été 2022, la Direction générale de l'armement travaille en étroite collaboration avec les entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) et les états-majors d'armée pour la mise en place d'une capacité étatique et industrielle capable de répondre aux enjeux de l'économie de guerre : produire plus et plus vite. La BITD regroupe environ 4500 entreprises, dont 800 identifiées comme stratégiques ou critiques, et représentent 220 000 emplois directs et indirects.

Ces entreprises bénéficient de plusieurs sources de financement : 37 milliards des banques ; 20 milliards des fonds directs et indirects des assureurs ; 40 milliards de la caisse des dépôts et consignations ; 1 milliard de Bpifrance³⁶.

En mars 2025, Le ministère de l'Économie et des Finances et le ministère des Armées ont organisé une conférence sur le financement de l'industrie de la défense à Bercy³⁷. Elle portait sur les enjeux de financement de la BITD et les leviers financiers à activer pour soutenir et développer les entreprises de la défense afin de répondre aux besoins sécuritaires. Pour augmenter les capacités de production, l'État va encore accroître le financement de la BITD avec :

- ➡ l'augmentation des financements publics de l'industrie de la défense (17,5 milliards) ;
- ➡ l'accroissement de la capacité des investisseurs privés et publics à se positionner pour la défense (5 à 7 milliards) ;
- ➡ l'orientation de l'épargne des Français·es vers la défense (1 à 3 milliards) ;
- ➡ l'amélioration du dialogue entre l'industrie de la défense et le secteur financier.

Après s'être offert un nouveau porte-avions à Noël 2025, Emmanuel Macron a annoncé début mars 2026 la construction d'un nouveau sous-marin lanceur d'engins de 3^{ème} génération nommé « *L'Invincible* » pour 2036, avec de nouveaux missiles et têtes nucléaires océaniques optimisées - une augmentation du nombre d'ogives nucléaires de la France.

Au soutien financier et à la commande publique, il faut ajouter la « diplomatie économique » : Emmanuel Macron se fait le représentant de l'industrie. Accompagné des chefs d'entreprises lors de visites diplomatiques, il promeut les équipements français pour signer des contrats, comme lors de sa visite en Inde en février 2026 après l'annonce du contrat de 114 avions Rafale, que l'Inde va acheter à Dassault³⁸.



Les entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD)

Parmi les entreprises de la BITD, il y a 9 grands groupes : Airbus Defence & Space, Dassault Aviation, Thales, Ariane Group, Safran, KNDS France (ex Nexter), MBDA, Arqus, Naval Group.

Les industries de la BITD sont présentes dans plusieurs secteurs : elles produisent des équipements stratégiques (matériel militaire à proprement parler) ; elles fournissent des produits stratégiques non létaux mais permettant le fonctionnement des matériels militaires ; elles fournissent toutes sortes de produits qu'utilisent les armées (médicaments, vivres...).

Ces entreprises se caractérisent par une dualité de leurs activités. On parle de « dualité » dans les industries de défense pour désigner la coexistence entre une production à destination militaire et une autre à destination civile. Cette coexistence, encouragée par les pouvoirs publics, est motivée par la rentabilité économique, car les entreprises peuvent compenser une baisse de l'activité militaire par un rebond de l'activité civile, et vice versa.

Sur le plan technologique, elles peuvent profiter des deux productions (civile et militaire) pour innover, les découvertes réalisées dans le domaine militaire profitant à la recherche pour la production civile et réciproquement. Renault vient par exemple de s'associer au groupe Turgis et Gaillard pour préparer la production de drones militaires en masse, la production devrait démarrer d'ici fin 2026³⁹.



4. STOPPER LA COURSE AUX ARMEMENTS, UN ENJEU VITAL

Dans le monde entier, les guerres frappent en premier lieu les populations, faisant des dizaines de milliers de morts et de blessé-es, et des millions de personnes déplacées dans les régions frappées par les conflits. C'est la principale raison pour laquelle il est nécessaire de mettre fin à la fuite en avant militariste : la course aux armements ne mène pas à la paix, elle crée les conditions propices aux prochaines guerres. Les investissements militaires colossaux réalisés en Europe, les affaires florissantes de l'industrie de l'armement sont directement synonymes de destructions et de morts, aujourd'hui ou demain, partout dans le monde.

Des crédits pour l'armée, des coupes pour les urgences sociales et écologiques

Elles ont également des conséquences néfastes dans les pays qui sont pris dans la surenchère militariste. Car les hausses drastiques de dépenses militaires vont de pair avec d'importantes coupes budgétaires dans d'autres secteurs. Chaque euro consacré à l'armement – actuellement plus de 2 350 milliards par an à l'échelle mondiale (tendance à la hausse) – fait défaut pour la lutte contre la crise climatique, contre les inégalités sociales, la faim, la pauvreté et pour la nécessaire transformation socio-écologique.

Un rapport sur la sécurité de l'ONU met très clairement en évidence ce lien et présente des calculs à l'échelle mondiale⁴⁰. Les auteurs montrent notamment qu'une augmentation de 1 % des dépenses militaires s'accompagne d'une réduction presque équivalente des dépenses publiques de santé. Ils constatent en outre qu'un milliard de dollars investi dans l'armée peut certes créer en moyenne 11 200 emplois, mais que la même somme investie dans l'éducation génère environ 26 700 emplois.

À titre d'exemple, en juin 2022, le Royaume-Uni a diminué le budget de ses politiques climatiques à hauteur d'un milliard de livres sterling pour abonder au soutien militaire à l'Ukraine. Le gouvernement norvégien a suspendu toutes les avances pour l'aide au développement, y compris le financement climatique, pour « anticiper » les conséquences potentielles de la guerre en Ukraine. En France, on l'a vu, le budget militaire français a doublé en dix ans et est le seul à augmenter encore en 2026, alors que l'éducation ou la santé sont confrontées à des coupes sévères. Les nouvelles coupes budgétaires annoncées courant 2026 – sous la forme d'annulations de crédits – touchent ainsi en priorité la recherche, l'éducation, les aides à l'apprentissage et le fonds vert pour la transition écologique, et épargnent le ministère des Armées. Or, si le soutien au peuple ukrainien est plus que nécessaire, il sert en réalité de prétexte aux États et aux industriels, en particulier en Europe, pour approfondir la course aux armements, et ne constitue qu'une part minime des objectifs de réarmement européen.



L'industrie de guerre détruit la planète

Au-delà de la question budgétaire, et de la diminution des moyens pour les politiques de transition écologique, la course aux armements contribue à aggraver la crise climatique en occasionnant une augmentation considérable des émissions de gaz à effet de serre. On estime qu'en 2022 « la totalité de l'empreinte carbone militaire mondiale représentait environ 5,5 % des émissions mondiales »⁴¹, en ne comptant que l'industrie militaire et pas les guerres elles-mêmes ni les reconstructions rendues nécessaires par les destructions militaires. La course à l'armement sape donc toute chance d'atténuer la crise climatique.

En 2025, 92 pays, soit près de la moitié du monde, ont fait la guerre provoquant des émissions de gaz à effet de serre (GES). La guerre détruit les communautés humaines, mais aussi les écosystèmes et le climat. Elle laisse derrière elle des déchets toxiques qui empoisonnent les ressources en eau, l'air et les sols, et donc les communautés pendant des générations⁴². Pourtant, les États et leurs armées n'ont de comptes à rendre à personne et bénéficient d'un laisser-passer : ils ne sont, en particulier, pas tenus de déclarer les émissions de GES de leurs armées⁴³.

Si les dépenses militaires continuent d'augmenter comme prévu, les armées du monde entier représenteraient environ 25 % des émissions totales maximales autorisées en 2030. Les réductions significatives des émissions dans l'industrie, les transports ou l'énergie seraient ainsi réduites à néant par le secteur militaire, et même les objectifs climatiques les plus modestes deviendraient hors de portée.

L'industrie de guerre menace la démocratie

La dynamique actuelle de réarmement en Europe montre clairement à quel point les décisions en matière de politique de sécurité sont influencées par les intérêts du secteur privé. Les entreprises d'armement ont acquis une influence considérable sur le débat public et démocratique, elles font pression pour que la course aux armements soit une priorité. Elles contribuent ainsi à reléguer au second plan les approches en faveur de la paix, les politiques sociales et écologiques, et à légitimer les valeurs de l'extrême-droite.

Tant que la production d'armes et de matériel de guerre permettra de générer des profits, l'industrie de l'armement, les institutions financières et les actionnaires auront naturellement tout intérêt à voir les guerres s'étendre et l'armement se développer.

Une politique de sécurité durable ne doit pas reposer sur la dissuasion militaire, mais sur la recherche de la paix et d'un monde soutenable. Sans la paix, les objectifs climatiques mondiaux ne pourront être atteints – et à l'inverse, sans politique ambitieuse de lutte contre la crise climatique, aucune paix stable ne sera possible à long terme. Les alliances militaires et les armées, qu'il s'agisse de l'OTAN, de l'UE ou d'autres, ne pourront contenir les bouleversements sociaux, écologiques et économiques profonds qu'entraîne l'aggravation du changement climatique.



Contre la militarisation de la société, mobilisons-nous !

La militarisation ne résout pas les crises : elle les aggrave et rend nos sociétés plus autoritaires. Si nous voulons mettre fin aux guerres et les prévenir, il faut redéfinir les priorités politiques : abandonner l'armement et la dissuasion au profit de la solidarité, de la résolution pacifique des conflits et de la démocratie. Il est temps de changer de cap et de faire entendre notre voix. Surtout lorsque les puissants s'accordent sur une voie qui nous mène toujours plus près de la catastrophe – qu'il s'agisse de guerres, de la crise climatique ou de la pauvreté.

Attac France rejette les objectifs d'augmentation constante des dépenses militaires à l'échelle européenne et le plan ReArm Europe/Readiness 2030. Nous nous opposons à la directive Omnibus sur la défense et aux autres mesures de déréglementation, y compris la classification des investissements dans l'armement comme durables dans le cadre de la taxonomie de l'UE.

Nous rejetons également la future loi de programmation militaire visant à introduire un état d'alerte de sécurité nationale, un nouveau régime de défense et de sécurité nationale, activable par décret en Conseil des ministres sur tout ou partie du territoire en cas de menace grave et actuelle pesant sur la sécurité nationale.

Nous avons besoin aujourd'hui d'un mouvement fort, solidaire, féministe et internationaliste qui place la justice sociale, la politique de paix et la responsabilité écologique au centre de ses préoccupations et s'oppose à la politique de militarisation. Notre message : les armes engendrent des crises, pas la paix – la course aux armements doit cesser !

NOTES

1. [CNRS innovation et le ministère des Armées concluent un partenariat](#), CNRS Innovation, 22 décembre 2023
2. [PPST, ZRR et LPM : réduire la liberté de recherche et la mobilité des enseignants-chercheurs](#), Jean-Michel Minovez - SNESUP-FSU, 3 mai 2026
3. [Stop à la marche vers la guerre : cessez-le-feu immédiat, désarmement, pas d'escalade au Moyen-Orient et en Europe](#), appel du réseau Stop ReArm Europe, mars 2026
4. [Uppsala Conflict Data Program](#), Department of Peace and Conflict Research (2024). Voir notamment [UCDP GED map : Active state-based conflicts in 2024](#)
5. Discours d'E. Macron le 13 juin 2022 lors du salon Eurosatory et [Discours aux armées à l'Hôtel de Brienne le 13 juillet 2025](#)
6. [Discours d'E. Macron sur la dissuasion nucléaire de la France](#), Île Longue, 2 mars 2026
7. [Pluralisme en France : sur CNews, le grand contournement](#), Reporters sans frontières (RSF), 26 novembre 2025
8. [Atmosphère de guerre et militarisation du débat public](#), Acrimed, 2 février 2026
9. [«Agir pour la sécurité de l'Europe» \(«instrument SAFE»\)](#), EUR-Lex, dernière mise à jour le 20 mars 2026
10. [Voici les pays européens qui dépensent le plus en matière de défense](#), Euronews, 30 avril 2026
11. [Europe builds for war as arms factories expand at triple speed](#), Financial Times, 12 août 2025
12. [Déclaration de la Présidente von der Leyen sur le paquet défense](#), site de la Commission européenne, 4 mars 2025
13. Le gouvernement a soumis au Parlement une actualisation de la LPM en avril 2026 et proposé d'allouer 36 milliards d'euros supplémentaires à la défense, soit un total de 436 milliards sur la période 2024-2030. Au moment de la publication de cette note, le texte est encore en cours de discussion et devrait faire l'objet d'une discussion en commission mixte paritaire.
14. [À contre-courant de l'austérité généralisée, le gouvernement veut faire exploser le budget des armées](#), L'Humanité, 9 décembre 2025
15. [Loi de programmation militaire : après un imbroglio lors des débats, le Sénat vote un texte amputé de son principal article](#), Public Sénat, 9 juin 2026
16. [La loi de programmation militaire 2024-2030 : les grandes orientations](#), site du ministère des Armées
- 17, 19 et 21. [Rüstungskonzerne und der Profit mit Krieg - Analyse zum systematischen Einfluss der Rüstungsindustrie auf die europäische Verteidigungspolitik](#), Attac Autriche, novembre 2025
18. Analyse réalisée par Attac Autriche des réunions et des informations consignées dans le [registre de transparence de l'UE](#) et sur [LobbyFacts.eu](#)
20. [Defense industry spends big on lobbying Brussels](#), Politico, 5 mars 2025
22. Einfluss der Waffenlobby: EU-Kommission will Rüstungsanlagen als nachhaltig erklären, LobbyControl, 8 octobre 2024
23. [Une nouvelle simplification pour accélérer les investissements en matière de défense dans l'UE](#), site de la Commission européenne, 17 juin 2025

24. [Defence Readiness Omnibus - Simplification proposal to boost industrial readiness](#), site de la Commission européenne
25. [Civil society calls on policymakers to prevent the weakening of arms exports control](#), lettre ouverte initiée par ENAAT et signée par 25 organisations (dont Attac France), 8 mai 2026
26. [La Commission adopte RESourceEU pour garantir l’approvisionnement en matières premières, réduire les dépendances et stimuler la compétitivité](#), communiqué de la Commission européenne, 3 décembre 2025
27. [Permission to Pollute EU rips up permit rules and funds dirty infrastructure](#), rapport de Corporate Europe Observatory, 11 mai 2026
28. [Loi de simplification de la vie économique : ce qui change pour les entreprises](#), site du ministère de l’Économie et des Finances, 8 juin 2026
29. [La carte secrète de Macron : 150 grands projets industriels dans 63 départements](#), L’Essentiel de l’Éco, 23 avril 2026
30. [Nuclear Weapons Ban Monitor 2024 - Tracking progress towards a world without nuclear weapons](#), Norwegians People’s Aid et Federation of American Scientists, 4 mars 2025
31. [Assuring destruction forever: 2020 Edition](#), Women’s International League for Peace and Freedom, juin 2020
32. [Défense européenne : Pourquoi les investisseurs lèvent le pied malgré des carnets de commandes record](#), BFM Bourse, 8 juin 2026
33. [Ukraine : la France a livré des armes à la Russie jusqu’en 2020](#), Disclose, 14 mars 2022
34. [Who profits from EU subsidies for the arms industry ?](#), ENAAT
35. [Fonds européen de la défense : utilisation opaque des fonds publics](#), Centre Delàs d’Estudis per la Pau et European Network Against Arms Trade (ENAAT), 24 février 2025
36. [Financement de la Base Industrielle et Technologique de Défense](#), Gouvernement, 20 mars 2025
37. [Réarmement et financement de la base industrielle et technologique de la défense](#) (vidéo), site du ministère de l’Économie et des Finances, 20 mars 2025
38. [Voyage d’Emmanuel Macron en Inde, après la signature du « contrat du siècle » de 114 Rafale](#), Public Sénat, 16 février 2026
39. [Entretien. Catherine Vautrin : « Mon obsession, c’est que nous soyons prêts pour un conflit majeur »](#), Ouest-France, 6 juin 2026
40. [The Security We Need - Rebalancing Military Spending for a Sustainable and Peaceful Future](#), rapport du Secrétaire général de l’ONU, 2025
41. [Estimating the Military’s Global Greenhouse Gas Emissions](#), Scientists for Global Responsibility (SGR), novembre 2022
42. [Guerres du XX^e siècle : une histoire de rupture entre l’humain et son environnement](#), Daniel Hubé, The Conversation, 29 juin 2023
43. [Pour aller plus loin, voir Dominique Cellier, « Climat de guerre », lettre de l’espace écologie et société d’Attac](#), juin 2026

Note d'Attac France | Juin 2026

Contre les marchands de guerre et leur monde

Comment l'industrie de l'armement profite du climat de guerre :
influence politique et profits records



attac